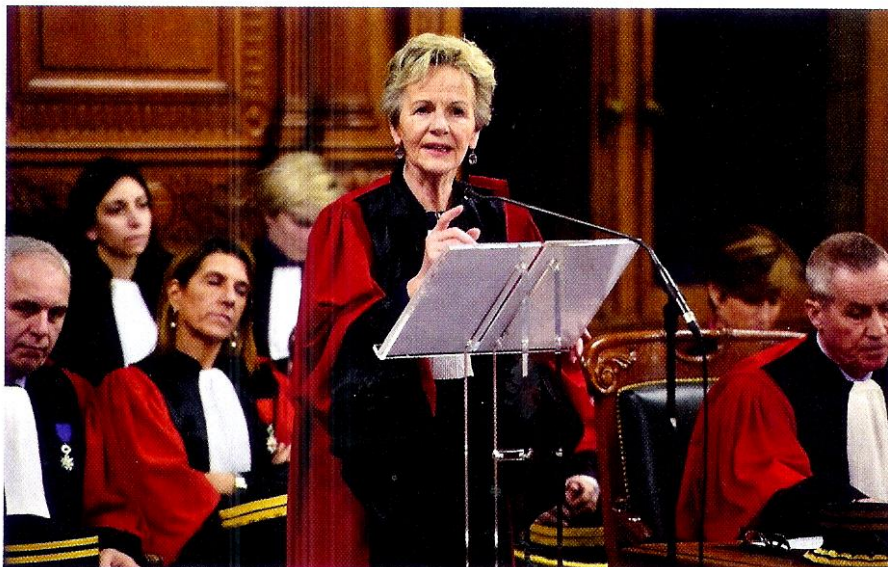


Au ministère de l'Injustice...



Coulisses. L'ex-procureur du Parquet national financier Éliane Houlette (ici en 2017).

Magistrats. Un livre truffé de révélations pointe les dérives de l'institution judiciaire.

PAR NICOLAS BASTUCK

Dans *Les Animaux malades de la peste*, un lion tient conseil ; il s'agit de désigner celui qui devra se sacrifier dans l'espoir d'obtenir la guérison commune. Confessant avoir brouté de l'herbe, le cas de l'âne sera jugé pendable et celui-ci sacrifié. « Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir », en conclut La Fontaine. D'une actualité désespérante, la morale aurait pu servir de sous-titre au *Ministère de l'Injustice* (Grasset), le livre-enquête que notre confrère du Point Marc Leplongeon cosigne avec la romancière Pauline Guéna et Jean-Michel Décugis, grand reporter au *Parisien*. Trois siècles après la fable, les auteurs nous entraînent dans les arrières-cuisines de la chancellerie et de certains palais de justice – celui de Paris, notamment.

Remontées d'informations sensibles, susceptibles d'intéresser les puissants,

classements d'opportunité (opportunisme, plutôt), magouilles et renvois d'ascenseur : les pratiques de certains hauts magistrats sont mises au jour sous une lumière crue. Davantage guidés par le sens du vent que par l'idéal de justice, ces combinards parés d'hermine renvoient une image pitoyable du troisième pilier de la démocratie. Le pouvoir politique, toujours prompt à entraver la marche des affaires « signalées » – celles qui peuvent les éclabousser –, ne ressort pas grandi de cette radioscopie dévastatrice. Le ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti, est campé sous un jour brutal et revanchard. Le président Macron apparaît comme habile manœuvrier, se tenant faussement à distance des affaires de justice, en réalité informé de

Classements complaisants de l'ex-procureur du PNF, enterrement d'une contre-enquête dans l'affaire Omar Raddad...

tout, et au fait de toutes les nominations.

Le principal mérite du livre est de confronter les compromissions d'une certaine partie de la hiérarchie au dévouement des « soutiers » d'un navire judiciaire en pleine dérive, ces juges sans grade et sans moyens qui portent à bout de bras une institution exsangue. Pendant que les procureurs carpettes veillent sur leurs dossiers « signalés » et que les magistrats de salon intriguent, juges des tutelles, préposés aux affaires familiales ou aux baux d'habitation font face à la misère sociale ; seule l'abnégation dont ils font preuve durant ces audiences éreintantes nous dissuade de parler de justice d'abattage.

Scoops. Fidèles à leur pratique, les auteurs réservent quelques scoops à leurs lecteurs : ainsi, les classements complaisants pratiqués par l'ex-procureur du Parquet national financier (PNF) Éliane Houlette ; les dessous d'un plaider-coupable raté visant l'homme d'affaires Vincent Bolloré ; l'enterrement d'une contre-enquête mettant en cause les investigations initiales de la gendarmerie, dans l'affaire Omar Raddad ; l'exfiltration d'un puissant avocat d'affaires de la place de Paris, soupçonné de proxénétisme ; les blagues misogynes dont l'actuel patron du PNF semble s'être fait une spécialité...

La manière dont l'exécutif s'y prend pour entraver le travail des juges, dans les affaires de corruption (mainmise des préfets sur la PJ, réforme de l'enquête préliminaire, assèchement des services spécialisés dans l'éco-fi...) est bien restituée. Le jeu trouble d'Hélène Davo, l'omniprésente conseillère justice d'Emmanuel Macron, et l'empressement du garde des Sceaux à déclencher une enquête administrative contre les magistrats du PNF, dans l'affaire des fadettes dans laquelle il est désormais empêtré, donnent lieu à des pages édifiantes.

Montesquieu, reviens, ils sont devenus fous ! ■

Ministère de l'Injustice, de Jean-Michel Décugis, Pauline Guéna et Marc Leplongeon (Grasset, 256 p., 20,90 €).